



OIAC

Secrétariat technique

Division de la coopération internationale

et de l'assistance

S/60/98

15 juillet 1998

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

EXAMEN DES TRAVAUX DE LA DEUXIEME REUNION DE COORDINATION DE L'ASSISTANCE PREVUE A L'ARTICLE X DE LA CONVENTION

1. Introduction

- 1.1 La deuxième réunion de coordination de l'assistance prévue à l'Article X de la Convention sur les armes chimiques s'est tenue dans la salle du Conseil exécutif le lundi 15 juin 1998. Les délégations dont la liste suit y étaient représentées.

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Koweït, Maroc, Pays-Bas, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Swaziland, Turquie et Venezuela.

- 1.2 Prononçant l'ouverture de la réunion, le Directeur général adjoint, M. John Gee, a rappelé une fois de plus l'importance de la mise en oeuvre de l'Article X pour favoriser la sécurité des Etats membres de l'Organisation et inciter les Etats à renoncer à l'option que constitue le recours aux armes chimiques. La contribution des Etats parties à l'effort d'assistance constitue un message politique éloquent : la communauté internationale ne tolérera désormais aucun recours aux armes chimiques et apportera son plein soutien à toute victime d'un tel recours. Le Directeur général adjoint s'est toutefois dit déçu de constater qu'à ce jour, seul un tiers des Etats parties s'était acquitté de cette obligation de fournir une assistance en vertu de l'Article X. En effet, tant la crédibilité de l'OIAC que le processus de désarmement international souffriraient de l'inobservation de cette obligation. Le texte de l'allocation du Directeur général adjoint figure dans la pièce 1 jointe au présent rapport.
- 1.3 La réunion a adopté son ordre du jour (pièce 2 jointe au présent rapport) et a examiné les divers points qui y étaient inscrits. Il est rendu compte ci-après des questions qui ont suscité le plus d'intérêt et de débats.

2. Points trois à cinq de l'ordre du jour

- 2.1 Le Secrétariat a fait savoir à la réunion que depuis la première réunion de coordination de l'assistance prévue à l'Article X, qui s'était tenue le 26 janvier 1998, cinq nouvelles déclarations avaient été reçues, dont trois représentent des versements au Fonds de contributions volontaires pour l'assistance. L'Espagne, les Philippines et la Pologne se sont dits prêts à conclure des accords bilatéraux avec l'OIAC relatifs à l'assistance. Certaines délégations ont présenté leur proposition d'assistance; d'autres ont apporté davantage de détails sur des offres faites précédemment :
- a) la République islamique d'Iran a fait une nouvelle proposition portant sur la possibilité d'accueillir jusqu'à 100 victimes d'armes chimiques pour traitement médical; l'envoi sur place d'un maximum de cinq équipes de secours constituées de médecins spécialistes, de généralistes et d'infirmières, et l'envoi sur place de médicaments et du matériel médical requis pour traiter un maximum de 100 victimes d'armes chimiques;
 - b) l'Italie a fait savoir que son versement au Fonds de contributions volontaires représenterait 5,7 % de sa contribution annuelle à l'OIAC. En outre, l'Italie envisageait d'offrir un complément de matériel médical;
 - c) la Turquie a fait savoir qu'en plus de sa contribution au Fonds, elle était prête à accueillir dans des installations de stockage situées en cinq points de son territoire des fournitures médicales et du matériel destinés à l'assistance;
 - d) le Canada a indiqué qu'outre sa contribution au Fonds, il était en pourparlers avec le Secrétariat en vue de la fourniture de masques protecteurs et de détecteurs à main.
- 2.2 Certains se sont inquiétés de l'insuffisance des offres d'assistance en vertu de l'Article X, et du fait que seuls 5 à 10 % des besoins étaient assurés sur ce plan. D'aucuns ont fait observer que, dans ces circonstances, il se pouvait que l'OIAC ne soit pas à même de répondre correctement à une demande d'assistance. La réunion a décidé de demander au Conseil exécutif d'examiner cette question.
- 2.3 S'agissant du point quatre de l'ordre du jour relatif à la transparence des offres d'assistance, le Secrétariat a déclaré qu'à la première réunion de coordination de l'assistance, un document récapitulant les offres d'assistance avait été diffusé, dans lequel les Etats parties dont les offres émanaient n'étaient pas nommés. A cette même réunion, les délégations s'étaient penché sur la question de savoir si l'universalité et la transparence seraient renforcées si les noms des Etats parties en question étaient divulgués, ainsi que les détails des offres. L'assentiment avait été général, et le Secrétariat prévoit donc de mettre cette information à la disposition des Etats parties, avec le détail des offres d'assistance formulées à ce jour par les Etats parties. Tout en étant favorable à cette démarche, la réunion a recommandé que cette information soit périodiquement actualisée, afin de rendre compte de toute nouvelle offre d'assistance ou de toute modification apportée à une offre existante.

- 2.4 S'agissant du point cinq de l'ordre du jour, le Secrétariat a fait savoir que dans le cadre de l'effort d'assistance, il fallait davantage d'équipes médicales, d'antidotes, de traitements médicaux à long terme et de matériel de protection individuelle. En même temps, il était recommandé que les Etats parties qui, jusqu'à présent, n'avaient fait que des offres d'ordre général, précisent davantage leurs offres, et ce afin de permettre au Secrétariat de mieux identifier les besoins et de mieux planifier l'octroi d'une assistance. Un certain nombre de délégations ont également demandé au Secrétariat d'établir un document sur les besoins prioritaires à cet égard.

3. Point six de l'ordre du jour

Un document d'information établi par la Division de la coopération internationale et de l'assistance donnant des principes directeurs applicables à la gestion du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance a été présenté (pièce 3 jointe au présent rapport). On y traite des objectifs du Fonds, ainsi que de sa portée et de sa gestion, de l'autorité administrative, du pouvoir d'autoriser des dépenses, ainsi que des rapports d'activité et de l'évaluation du Fonds. L'idée a été lancée de faire relever les dépenses du Règlement financier et des Règles de gestion financière. Les débats sur cette question ont traité aussi bien de la teneur des principes directeurs que de la procédure de mise en oeuvre. La réunion a décidé de recommander que le Conseil exécutif prie le Secrétariat de réunir un groupe de rédaction ouvert chargé d'élaborer les principes directeurs, qui seraient présentés au Conseil exécutif à sa prochaine session ordinaire et dont serait saisie la Conférence des Etats parties à sa troisième session, pour examen et adoption.

4. Point sept de l'ordre du jour

- 4.1 Un document d'information établi par la Division de la coopération internationale et de l'assistance (pièce 4 jointe au présent rapport) consacré à la question de la nécessité d'une formation à l'utilisation du matériel de protection a été présenté à la réunion. En effet, il n'y aurait guère le temps d'envisager une formation au matériel de protection dans le cas d'un recours effectif aux armes chimiques; il serait donc souhaitable de prévoir une formation préalable. Certaines offres d'assistance portaient sur la formation; un certain nombre d'options sont possibles. De l'avis du Secrétariat, il serait préférable d'envisager un système selon lequel plusieurs Etats donateurs assureraient une formation préalable à des formateurs locaux, en faisant appel à du matériel didactique établi à l'avance.
- 4.2 Il a été observé qu'avant que le Secrétariat n'accorde une formation à un Etat partie demandant ce type d'assistance, il est tenu, en vertu du paragraphe 4 de l'Article X, d'obtenir des renseignements de la part de cet Etat partie au sujet de son programme national, et ce afin d'être plus à même de répondre à ses besoins. D'autres délégations ont proposé une approche plus souple. Une délégation a fait valoir qu'il existait deux types de formation, celle offerte par les Etats parties et celle assurée par le Secrétariat. Dans le cas de la formation assurée par le Secrétariat, une autorisation budgétaire préalable s'imposerait. Une autre délégation a fait observer qu'elle offrait déjà une formation à l'utilisation de matériel de protection individuelle pour les formateurs dans les Etats parties, et a indiqué qu'elle souhaiterait que l'OIAC se prononce sur cette offre.

5. Points huit et neuf de l'ordre du jour

- 5.1 Le Secrétariat a présenté un exposé sur la possibilité de contracter une assurance pour le personnel et le matériel dans le cadre d'opérations d'assistance. L'assurance couvrirait aussi bien le matériel fourni par l'OIAC que celui offert par les Etats parties, mais aussi le personnel de l'OIAC et des Etats parties susceptibles d'être envoyés sur place dans le cadre de missions d'assistance. Le Secrétariat a laissé entendre que l'OIAC prendrait à sa charge l'assurance de son propre matériel et de son propre personnel, alors que les Etats parties fournissant une assistance ou envoyant du personnel sur place à cette fin devraient faire de même pour les leurs.
- 5.2 La réunion a décidé que lorsque les Etats parties formuleraient leurs offres, ils devraient tenir compte de ces questions et accepter d'être responsables des ressources et des experts qu'ils seraient susceptibles d'offrir en vertu de l'Article X. Il a été proposé que l'OIAC notifie les gouvernements de leurs responsabilités ayant trait aux experts envoyés sur place par les Etats parties dans le cadre d'opérations d'assistance.
- 5.3 S'agissant du point neuf de l'ordre du jour, le Secrétariat a déclaré qu'il fallait coordonner l'octroi d'une assistance et s'est enquis de savoir qui s'en chargerait. Pour que l'assistance soit fournie en temps voulu et selon des modalités appropriées, il fallait assurer la coordination entre les Etats parties fournissant une assistance, mais aussi entre l'Etat partie et le Secrétariat. Celui-ci a demandé à la réunion d'approuver le principe que cette coordination relevait du mandat de l'OIAC. Certaines délégations ont émis le point de vue selon lequel chaque cas d'espèce comportait un certain nombre de variables et qu'il était donc difficile de généraliser. Ceci étant, la réunion s'est accordée à penser qu'étant donné que le Secrétariat disposait du gros de l'information sur toutes les offres d'assistance, il se devait d'être le centre de coordination de l'assistance.

6. Points dix à treize de l'ordre du jour

- 6.1 Le Secrétariat a informé la réunion que, afin d'éviter de faire double emploi avec d'autres organisations internationales mais aussi de profiter de l'expérience acquise par celles-ci, des contacts avaient été établis avec des organisations internationales oeuvrant dans le secteur des situations d'urgence d'une nature comparable. Ces contacts seraient entretenus et les Etats membres seraient informés de toute suite éventuelle. On a fait valoir qu'il faudrait examiner la question de savoir si les connaissances spécialisées de l'OIAC devraient être mises à la disposition d'autres organisations internationales.
- 6.2 S'agissant du point onze de l'ordre du jour, la réunion a été saisie d'un document d'information établi par la Division de la coopération internationale et de l'assistance (pièce 5 jointe au présent rapport) sur l'opportunité d'établir un "réseau de protection" dans le but de mettre en oeuvre la deuxième partie du paragraphe 5 de l'Article X. Pour ce faire, le Secrétariat a proposé d'établir un "réseau de protection" pour fournir l'assistance sur demande.

- 6.3 Une délégation a fait observer que la mise en oeuvre de cette disposition était liée à celle du paragraphe 4 du même article. Les Etats parties qui fournissent des renseignements sur leur programme de protection sont en droit de demander une telle assistance en vertu du paragraphe 5. Cependant, d'autres orateurs, tout en pensant que la mise à disposition de ces renseignements faciliterait effectivement les choses, n'étaient pas favorables à l'idée d'établir une relation entre les paragraphes 4 et 5 de l'Article X, soutenant que les dispositions de la Convention devraient être mises en oeuvre indépendamment les unes des autres.
- 6.4 Une délégation a posé la question de savoir si un Etat partie avait déjà invoqué le paragraphe 5. Dans sa réponse, le Secrétariat a indiqué qu'une des raisons pour lesquelles cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la deuxième réunion était le fait qu'un Etat partie attendait une décision de l'OIAC à ce sujet. Une délégation a indiqué qu'elle envisageait sérieusement la possibilité de faire jouer ce paragraphe. Ne pouvant se mettre d'accord sur la question, les délégations ont décidé d'y revenir à une réunion ultérieure.

7. Recommandations

La réunion a décidé de saisir la dixième session du Conseil exécutif (voir document EC-X/TS.1 du 16 juin 1998) des recommandations ci-après, et ce à titre d'urgence :

- a) que le Conseil examine la situation que crée le peu d'empressement montré par les Etats parties à s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu du paragraphe 7 de l'Article X,
- b) que le Conseil charge le Secrétariat de réunir un groupe de rédaction chargé d'élaborer des principes directeurs applicables à la gestion du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance,
- c) que le Conseil prenne note de l'intention du Secrétariat de publier périodiquement un récapitulatif des offres d'assistance.

Pièces jointes (en anglais seulement)

Annex 1

SECOND ASSISTANCE COORDINATION MEETING ON 15 JUNE 1998

OPENING STATEMENT BY THE DEPUTY DIRECTOR-GENERAL

Ladies and Gentlemen,

It gives me great pleasure to be here today among you and to open the Second Meeting to Coordinate Assistance under Article X. Article X is indeed an important component of the Chemical Weapons Convention, both to encourage its universality and to diminish any perceived value of the use of chemical weapons in the future.

The full implementation of this Article further enhances the security of states by guaranteeing that the international community will effectively help them in case they are subject to chemical weapons attack. It is a further incentive to encourage them to renounce any chemical weapons option. Contributions by States Parties to the assistance package gives a significant political signal that the international community no longer tolerates any use of chemical weapons and it is fully behind any CW victim.

Militarily, the existence of effective and timely assistance greatly diminishes any possible value or advantage of using chemical weapons and, as a result, any potential user will think twice before resorting to this abhorrent class of weapons of mass destruction.

As nothing of value comes easy in this world, devising a meaningful assistance package requires a lot of perseverance, time, financial resources and also a lot of co-operation from all States Parties. Building the OPCW's capability to respond as required to provide assistance is an enormous task. Adequate levels of assistance can be attained only through the commitment of Member States to the provisions of Article X of the Convention and to proper planning, both of which are prerequisites for the successful implementation of the CWC. It will be through the offers and contributions of the States Parties that the Organisation will develop its capability to respond in a crisis situation. In this regard it is disturbing to note that not more than one third of the States Parties have fulfilled their obligations under Article X. I use this occasion to call upon others to try to comply with the provisions of the Article.

At present the Voluntary Fund for Assistance is a little over half a million Dutch guilders which can hardly meet logistical requirements of a meaningful assistance delivery. Of course some encouraging communications have been received by the Secretariat recently of further contributions to the Voluntary Fund, some of them substantial indeed, and I hope we will be in a happy position to inform you soon of receipt of these contributions.

As regards to provision of the other forms of assistance as stipulated by para.7 of Article X, the Secretariat has started the process of bringing these offers into a viable and reliable system of assistance to be delivered on time when needed. This task, which requires identifying gaps in offers, making them compatible and integrated into a package, addressing the logistical questions which arise, and formulating a viable operating procedure among

other things is indeed a daunting task. If it is to be successfully accomplished, it will require co-operation from all sides. We have not yet received enough offers and furthermore some of them are ambiguous and too general.

In the coming weeks the Secretariat will contact each State Party on this subject to get further clarification and details of these offers. In this regard allow me to express the appreciation of the Secretariat to those Member States which, in addition to their generous offers, have expressed readiness to provide training for use of their offered equipment. The Secretariat is soon going to make these offers available to States Parties upon request for transparency and promotion of universality of the Convention.

The First Meeting to Co-ordinate Assistance under Article X was held on 26 January 1998 to address these practical questions related to assistance offers. The meeting proved to be useful in which declarations, offers and contributions under paragraph 7 were reviewed; the need for specific and detailed information to facilitate planning was underlined; and time-critical areas of assistance were identified. Advance training in the use of offered equipment or development of instant training modules as well as preparation of general instruction material on assistance and chemical protection were also discussed in detail.

One of the conclusions of the first meeting was the need for further co-ordination and also learning from the experience of other international organisations involved in relief operations. The procedures used by investigation teams dispatched by the United Nations Secretary General to investigate alleged use of chemical weapons have been useful. However, for the OPCW the main goal under Article X is to deliver timely and adequate assistance to victims and this goal makes it different from those investigations in the past.

We are having the Second Co-ordination meeting almost five months after the first one to review the situation and plan for the activities of the next half of the year 1998. The meeting will deal with both general and technical aspects of assistance. We hope that the meeting will give further impetus to the co-ordinated efforts to bring about a viable assistance package.

In conclusion I would like to say that although the CWC and the establishment of the OPCW have served as deterrent to the future use of chemical weapons, their total elimination is still a goal. Despite its impressive membership, the Convention is still not universal, with the result that the threat of chemical warfare will remain for a long time to come. If chemical weapons were to be used, the Organisation and its ability to provide timely and efficient assistance to victims would be scrutinised by both the international community and the world's media. Any failure to perform adequately would undoubtedly have an adverse effect on the Organisation's credibility and its influence on the process of international disarmament. That is why your meeting today is so important and I wish you all success in your deliberations contributing to the world free from chemical weapons.

Annex 2

SECOND ASSISTANCE COORDINATION MEETING ON 15 JUNE 1998:

AGENDA

1. Opening of the meeting
2. Adoption of the agenda
3. Review of additional declarations, offers and contributions made under Article X, paragraph 7 since 26 January 1998
4. Transparency of assistance offers
5. Review of assistance categories to identify gaps, both in terms of equipment and personnel
6. Guidelines for the Voluntary Fund on Assistance
7. Training in the use of personal protective equipment
8. Feasibility of insurance for personnel and equipment taking part/being used in assistance operations
 - (a) equipment (OPCW or States Parties)
 - (b) personnel (OPCW or States Parties)
9. Coordination of assistance operations involving contributions from several States Parties
10. Cooperation with international relief organisations
11. The establishment of a "protection network" to implement Article X, paragraph 5, second part
12. Any other business
13. Closing of the meeting

Annex 3

**DRAFT GUIDELINES FOR THE USE OF RESOURCES IN THE VOLUNTARY
FUND FOR ASSISTANCE OF THE ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF
CHEMICAL WEAPONS (OPCW)**

**A BACKGROUND PAPER BY THE SECRETARIAT FOR
THE SECOND ASSISTANCE COORDINATION MEETING ON 15 JUNE 1998**

Objectives

1. The present draft guidelines will try to provide the necessary orientation for the use of resources the Voluntary Fund for Assistance.
2. They have been developed in accordance with the provisions of the Chemical Weapons Convention related to Assistance, Decision 52 of the First Conference of States Parties establishing the Voluntary Fund for Assistance and the pertinent Financial Rules and Regulations of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons.

The Scope

3. Assistance, as defined in paragraph 1 of Article X of the Chemical Weapons Convention “. . . means the coordination and delivery to States Parties of protection against chemical weapons, including, inter alia, the following: detection equipment and alarm systems, protective equipment, decontamination equipment and decontaminants, medical antidotes and treatments and advice on any of these protective measures.”
4. Article X, paragraph 7 a of the Convention sets forth the Voluntary Fund for Assistance as one of the means available to States Parties to provide assistance as defined in paragraph 1 of the same Article.
5. Decision 52 of the First Conference of States Parties established the Voluntary Fund, in accordance with Article VIII paragraph 21 (j) of the Convention and decided that it shall be administered in accordance with the applicable OPCW Financial Regulations. These Regulations and Rules are also applicable to contributions to the Fund.
6. The moneys of the Voluntary Fund may be used for humanitarian and relief purposes to provide direct humanitarian, emergency or supplementary assistance in cases of use or threat of use of chemical weapons. Such assistance to the recipient countries normally takes the form of experts and associate experts, the financing of individual or group training and the provision of protection equipment and medical supplies.
7. The funds may also be used in support or supplement activities related to the provision of humanitarian, emergency or supplementary assistance.

8. Special care must be exercised to ensure that the operations financed from the V.F.A. resources are consistent with the objectives, policies and procedures of the Organisation. Proposals for the use of the moneys are to be considered within the context of the over-all assistance policy and according to the pertinent guidelines set forth by the Convention and other relevant documents.

Administration of the Fund

9. Administrative authority, the functional responsibilities within the Secretariat, the acceptance of contributions, and the implementation of financial controls, shall all be consistent with the Organisation's Financial rules and regulations and other pertinent OPCW procedures.

Administrative authority

10. In the light of the Director-General's responsibilities under the Financial Rules and consistent with practice in other international organisations, the Voluntary Fund is administered by the Director-General under the supervision of the Executive Council.
11. The Director-General is authorised to delegate the supervision and operation of the Voluntary Fund to other offices within the OPCW under terms and conditions which will ensure proper financial control of the Fund's resources.

Spending authority

12. No commitments, obligations or disbursements against the Fund may be incurred without the written authorisation of the Director General, or his authorised delegate (s). Such authorisations will be issued only after sufficient contributions have been received to meet the requirements of financial obligations. Spending authority will be exercised by certifying officers.
13. It is responsibility of the certifying officer to ensure that expenditures are made in accordance with existing financial and staff regulations, rules and procedures, for the purposes intended and within the limits allotted, and to draw to the attention of the Director-General proposed commitment or expenditure which, in his or her view, is inconsistent therewith.

Reporting and evaluation

14. Use of the resources in the Voluntary Fund will be made in circumstances demanding urgent action on the part of the Organisation and within very short time limits. The Director-General shall keep the Executive Council informed of expenses made according to the scope of the present guidelines.
15. Other reports, as required, shall be made by the Director-General, in the interest of effective management, evaluation and control.

Annex 4

THE NEED FOR TRAINING IN THE USE OF PROTECTIVE EQUIPMENT

A BACKGROUND PAPER BY THE SECRETARIAT FOR THE SECOND ASSISTANCE COORDINATION MEETING ON 15 JUNE 1998

1. An important part of the assistance, which could be provided, upon request, to a State Party after it has been subjected to an attack with chemical weapons, would consist of protective equipment, ranging from personal protective gear to advanced motorised decontamination equipment. Offers by States Parties indicate that, in the case of highly sophisticated equipment, the equipment will be provided together with personnel trained in the operation of the equipment. This is of course a prerequisite for enabling the use of the equipment; given the length of the training required and the severe time constraints for providing meaningful assistance.
2. The situation is different when offers of personal protective equipment are concerned. Most of the offers received so far by the Secretariat do not include provisions for training. Although such equipment normally is easy to use, still some training is required. As an example, the proper fitting of a protective mask or the correct use of a personal decontamination kit would normally not be possible without previous instruction. At the same time, the personal protective equipment is intended for use by persons, who would have no previous experience of such equipment. Experience has shown that if personal protective equipment is distributed without proper training, incorrect use can even lead to fatalities, not because of exposure to chemical weapons but because of the protective equipment itself.
3. As a solution to this problem, a number of options appear possible. The purpose of this background paper is to discuss to which extent some of these options are feasible.
4. **Option 1: The donor State provides instructors.** Instructors from the donor State would travel together with the equipment to the recipient State, where the instructors would provide training of those who were to use the equipment. This option would require the availability of a considerable number of instructors at short notice. Linguistic problems are likely to arise.
5. **Option 2: The donor State trains "local" instructors in advance.** Courses would be arranged by the donor State, possibly in cooperation with the Secretariat, for training personnel from possible recipient States in how to train people in the use of the personal protective equipment. One or a few persons per State would participate, and these would then, upon return to their countries, train additional instructors. This option would incur considerable travel costs for the "instructors-in-training", but would also mean that trained instructors would be locally available, should ever the need arise. Linguistic problems are expected to be minimal.

6. **Option 3: OPCW inspectors function as instructors.** Inspectors from OPCW would travel together with the equipment to the recipient State, where the inspectors would provide training of those who were to use the equipment. This option would require the availability of a large number of OPCW instructors at short notice, instructors which must in advance have been trained in how to teach the use of personal protective equipment. Linguistic problems are likely to arise.
7. **Option 4: OPCW inspectors train “local” instructors.** OPCW inspectors would travel together with the equipment and would train personnel from the recipient State in how to train people in the use of the personal protective equipment. Persons could then, after having received the training, train additional instructors. This option would require fewer OPCW inspectors than option 3 and linguistic problems are expected to be minimal. However, the option will involve a delay before the “final” instructors have been trained.
8. **Option 5: Advance production of instruction material.** The donor State could in cooperation with the Secretariat in advance produce extensive written instruction material on the use of the personal protective equipment. Such material, which should be available not only in the six Convention languages, could then whenever the need arises, be copied or printed at very short notice. This option would in the preparatory phase mainly involve translation costs, assuming that written instructional material will be available. However, instruction manuals are a poor substitute for training under the supervision of live instructors.
9. A number of other options, ranging from production of instructional videos to “doing nothing”, have been considered and rejected. Some of these options are too costly, others make use of technologies which might in many cases not be available, and the “doing nothing”-option would to an unacceptable extent diminish the usefulness of the personal protective equipment being provided as assistance.
10. The best option, or combination of options, will depend on a number of factors, including the technical complexity of the personal protective equipment, the previous experience of the intended users, the number of intended recipients, and the resources available within the donor State and the Secretariat for training purposes.
11. It appears that in many cases a combination of options 2 and 5 could be optimal, provided that the donor State is prepared to undertake a major part of the work required. This would result in a widespread presence of persons, trained as instructors for instructors, who, at the same time, would have written material at their disposal, which could facilitate their work.

Annex 5

**THE ESTABLISHMENT OF A "PROTECTION NETWORK"
TO IMPLEMENT ARTICLE X, PARAGRAPH 5**

**A BACKGROUND PAPER BY THE SECRETARIAT FOR
THE SECOND ASSISTANCE COORDINATION MEETING ON 15 JUNE 1998**

1. The second part of paragraph 5, Article X states that: " The Technical Secretariat shall also, within the resources available to it, and at the request of a State Party, provide expert advice and assist the State Party in identifying how its programmes for the development and improvement of protective capacity against chemical weapons could be implemented".
2. Presently, no resources have been allocated to the above mentioned purpose although it would be the right of a States Party to request, at any given moment, expert advice under this provision of the Convention. Several scenarios could be envisaged in which such a request could be made even in absence of the perception of immediate threat. One of the most obvious examples could be that of a State Party belonging to a region where a number of States are still not States Parties to the Convention.
3. In order to be able to provide such advice, a programme would have to be developed and for that purpose, the Secretariat would require the support of the Member States.
4. Such a programme could be based on Member States making experts on chemical protection available in a way similar to the already established "Declaration Assistance Network", as well as on the use of protection expertise within the Secretariat.
5. The purpose of this network would be to provide, upon request, and for a limited period of time, on-site expertise to requesting States Parties in identifying ways and means to improve their protective capacity against chemical weapons.
6. A roster of qualified experts would be developed upon the receipt of offers from States Parties willing to send personnel for this purpose for a limited period of time.
7. Terms for the provision of expertise, if any, could be specified by States Parties when making their offers.

--- 0 ---